

QUE la Société des traversiers du Québec soit autorisée à conclure un contrat avec La Traversée Rivière-du-Loup–St-Siméon ltée dont le texte est substantiellement conforme au texte joint à la recommandation ministérielle du présent décret et à signer tous les documents requis à cette fin.

Le greffier du Conseil exécutif,
JEAN ST-GELAIS

36802

Gouvernement du Québec

Décret 1005-2001, 29 août 2001

CONCERNANT l'acquisition par expropriation de certains immeubles avec meubles accessoires pour la construction ou la reconstruction d'une partie de l'autoroute 50, située en la Municipalité du canton de Lochaber-Partie-Ouest, selon le projet ci-après décrit (P.E. 528)

ATTENDU QU'en vertu de l'article 12 de la Loi sur la voirie (L.R.Q., c. V-9), le ministre peut louer, échanger et acquérir de gré à gré ou par expropriation tout bien au bénéfice du domaine de l'État;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 36 de la Loi sur l'expropriation (L.R.Q., c. E-24), toute expropriation doit être décidée ou, suivant le cas, autorisée par le gouvernement aux conditions qu'il détermine;

ATTENDU QUE pour réaliser les travaux ci-après mentionnés, il y a lieu que le ministre des Transports soit autorisé à acquérir par expropriation les immeubles, avec les biens meubles accessoires de ceux-ci, décrits ci-après;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre des Transports:

QUE le ministre des Transports soit autorisé à acquérir par expropriation les immeubles, avec biens meubles accessoires de ceux-ci, pour réaliser les travaux suivants, à savoir:

1) Construction ou reconstruction d'une partie de l'autoroute 50, située en la Municipalité du canton de Lochaber-Partie-Ouest, dans la circonscription électorale de Papineau, selon le plan AA20-6671-9509 (projet 20-6671-9509) des archives du ministère des Transports;

QUE les dépenses inhérentes soient payées par le Fonds de conservation et d'amélioration du réseau routier.

Le greffier du Conseil exécutif,
JEAN ST-GELAIS

36803

Gouvernement du Québec

Décret 1006-2001, 29 août 2001

CONCERNANT l'acquisition par expropriation de certains immeubles avec meubles accessoires pour la construction ou la reconstruction de parties de routes, à divers endroits du Québec, selon les projets ci-après décrits (P.E. 525)

ATTENDU QU'en vertu de l'article 12 de la Loi sur la voirie (L.R.Q., c. V-9), le ministre peut louer, échanger et acquérir de gré à gré ou par expropriation tout bien au bénéfice du domaine de l'État;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 36 de la Loi sur l'expropriation (L.R.Q., c. E-24), toute expropriation doit être décidée ou, suivant le cas, autorisée par le gouvernement aux conditions qu'il détermine;

ATTENDU QUE pour réaliser les travaux ci-après mentionnés, il y a lieu que le ministre délégué aux Transports et à la Politique maritime soit autorisé à acquérir par expropriation les immeubles, avec les biens meubles accessoires de ceux-ci, décrits ci-après;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre délégué aux Transports et à la Politique maritime:

QUE le ministre délégué aux Transports et à la Politique maritime soit autorisé à acquérir par expropriation les immeubles, avec biens meubles accessoires de ceux-ci, pour réaliser les travaux suivants, à savoir:

1) Construction ou reconstruction d'une partie de l'intersection du chemin William-Tremblay et du boulevard Malcolm-Fraser, situés en la Ville de La Malbaie, dans la circonscription électorale de Charlevoix, selon le plan 98-C0-009 (projet 20-3971-9502) des archives du ministère des Transports;

2) Construction ou reconstruction d'une partie du chemin de l'aéroport de Gros-Mécatina, situé en la Municipalité de Gros-Mécatina, dans la circonscription électorale de Duplessis, selon le plan AA60-3571-9503 (projet 60-3571-9503) des archives du ministère des Transports;

3) Construction ou reconstruction d'une partie de la route 138 également désignée route Jacques-Cartier, située en la Municipalité de Rivière-au-Tonnerre, dans la circonscription électorale de Duplessis, selon le plan AA20-3571-9504 (projet 20-3571-9504) des archives du ministère des Transports ;

QUE les dépenses inhérentes soient payées par le Fonds de conservation et d'amélioration du réseau routier.

Le greffier du Conseil exécutif,
JEAN ST-GELAIS

36804

Gouvernement du Québec

Décret 1021-2001, 5 septembre 2001

CONCERNANT un renvoi à la Cour d'appel relatif au projet de loi fédéral C-7 sur le système de justice pénale pour les adolescents

ATTENDU QUE la Chambre des Communes du Canada a adopté en troisième lecture le projet de loi C-7, Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents, le 29 mai 2001 ;

ATTENDU QUE ce projet de loi a été déféré au Sénat qui l'a adopté en première et deuxième lectures les 30 mai et 5 juin 2001, respectivement ;

ATTENDU QUE ce projet de loi est destiné à remplacer la Loi sur les jeunes contrevenants (L.R.C., 1985, c. Y-1) ;

ATTENDU QUE le Québec a, à maintes occasions, manifesté son opposition à ce projet de loi ;

ATTENDU QU'aux termes de consultations particulières tenues en Commission des institutions les 15 et 16 mai 2001, l'Assemblée nationale adoptait le 23 mai dernier une résolution unanime demandant au gouvernement du Canada d'exempter le Québec de l'application de la réforme fédérale en matière de jeunes contrevenants en prévoyant, dans le projet de loi C-7, un régime spécial lui permettant de continuer d'appliquer l'actuelle Loi sur les jeunes contrevenants ;

ATTENDU QUE le ministre de la Justice du Québec a transmis cette résolution à la ministre de la Justice du Canada le 25 mai 2001 et que celle-ci lui a exprimé une fin de non-recevoir le 29 mai suivant ;

ATTENDU QUE la Loi sur les renvois à la Cour d'appel (L.R.Q., c. R-23) prévoit que le gouvernement peut soumettre à la Cour d'appel du Québec toutes questions qu'il estime à propos et que celle-ci, après examen et audition, transmet au gouvernement son opinion sur les questions soumises ;

ATTENDU QUE la constitutionnalité et la conformité au droit international du projet de loi fédéral ont été soulevées et qu'il y a lieu de soumettre certaines questions à la Cour d'appel, pour audition et examen, afin de s'assurer de la validité de cette loi ;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre de la Justice :

QUE soient soumises à la Cour d'appel, pour audition et examen, les questions suivantes :

1- Les dispositions législatives proposées par le Projet de loi C-7 adopté par la Chambre des communes le 29 mai 2001 et intitulé «Loi concernant le système de justice pénale pour les adolescents, et modifiant et abrogeant certaines lois en conséquence», excéderaient-elles la compétence du Parlement du Canada en ce qu'elles ne permettent pas l'expression des particularités des diverses provinces dans l'exercice de leurs responsabilités relatives à la protection de l'enfance et à l'administration de la justice à l'égard des jeunes, matières qui relèvent de la compétence des provinces en vertu des paragraphes 92(13), 92(14) et 92(16) de la Loi constitutionnelle de 1867?

2- Les dispositions proposées par le Projet de loi C-7, et plus particulièrement celles de la partie 4 (articles 38 à 82) et de la partie 6 (articles 110 à 129) de ce projet de loi, seraient-elles incompatibles avec le droit international, notamment la Convention relative aux droits de l'enfant (R.T. Can. 1992 n^o 3) et le Pacte international relatif aux droits civils et politiques (R.T. Can. 1976 n^o 47), qui ont été ratifiés par le Canada avec l'appui de toutes les provinces et territoires et auxquels le gouvernement du Québec s'est déclaré lié par les décrets numéros 1676-91 du 9 décembre 1991 et 1438-76 du 21 avril 1976?

3- Les dispositions concernant la détermination de la peine, proposées aux articles 38 à 82 constituant la partie 4 du Projet de loi C-7, porteraient-elles atteinte aux droits garantis par l'article 7 et le paragraphe 15(1) de la Charte canadienne des droits et libertés, compte tenu notamment du régime de présomptions conduisant un adolescent au système de justice pénale applicable aux adultes et ce, dès l'âge de quatorze ans?